Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2010)
Heft: 1

Artikel: L'armée suisse en 1940
Autor: Weck, Hervé de
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-514397

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Lance-mines de 8,1 cm modèle 1933.

Histoire

L'armée suisse en 1940

Col Hervé de Weck

Ancien rédacteur en chef, RMS

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale et jusqu'à l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne (1933), les réductions des budgets de l'armée suisse, imposées par les Chambres dans lesquelles la majorité est incontestablement bourgeoise, expliquent un grave manque d'armement et d'équipement. Elles ont même mis en cause le principe du service obligatoire.

En 1930, Rudolf Minger reprend le Département militaire fédéral et déploie des efforts inlassables pour sensibiliser l'opinion à la nécessité de rendre crédible la défense militaire du pays, une mesure qu'il présente comme un volet de la lutte contre le chômage dû à la crise mondiale de déflation, les Chambres fédérales lui accordent d'importants crédits. Dès 1935, les socialistes, jusqu'alors antimilitaristes, reconnaissent la nécessité de la défense militaire et de sa réorganisation. Un emprunt public pour la défense nationale rapporte 335 millions de francs ! [1]

Le conseiller fédéral Rudolf Minger.

Crédits militaires accordés de 1933 à 1939

Décision des Chambres		Francs
14.10.1933	Réserve en matériel de guerre, travaux	15 000 000
21.12.1933	Compléments en armes et en équipements	82 000 000
11.06.1936	Renforcement de la défense sur l'emprunt à venir	232 000 000
1936	L'emprunt de défense nationale rapporte	335 000 000
28.10.1937	Sur l'emprunt, renforcement de la défense	58 555 000
23.06.1938	Sur l'emprunt, renforcement de la défense	41 445 000
11.11.1938	Préparation militaire et création d'occasions de travail	15 300 000
03.02.1939	Modification organisation des troupes (troupes frontière)	7 100 000
06.04.1939	Défense nationale et lutte contre le chômage	161 125 000
08.06.1939	Crédit militaire extraordinaire	190 000 000
	Total :	802 525 000

1 Pour avoir l'équivalent en francs suisses 2010, il faut multiplier ces sommes par 5 ou 6.

Une armée surprise en flagrant délit de réorganisation et de réarmement

La nouvelle organisation des troupes, décidée en 1936, déploie ses effets dès le 1er janvier 1938. Les divisions, regroupées en 3 corps d'armée, passent de 6 à 9, devenant de Grandes Unités tactiques, non plus opératives. Elles perdent leurs brigades d'infanterie et d'artillerie, remplacées par 3 régiments d'infanterie et 1 régiment d'artillerie. Chaque corps comprend 1 brigade de montagne indépendante et 1 brigade légère. La couverture frontière, assumée jusqu'alors par des bataillons de landsturm, qui posait problème depuis 1874, est résolue par la création de 8 brigades frontière, formations sédentaires qui s'appuient sur des fortifications permanentes[2] et doivent donner à l'armée de campagne le temps de se mettre en place. Une escadrille permanente assume en première urgence la défense de l'espace aérien avant la mobilisation du gros des troupes d'aviation. Les écoles de recrues sont portées à 17 semaines, les cours de répétition annuels à 3 semaines en février 1939.

Dès 1935, le Département militaire fédéral commande en Tchécoslovaquie 300 chars légers LTL-H *Praga* (Char 39), seuls 24 d'entre eux arrivent en Suisse avant l'invasion allemande de 1938, sans moteur ni armes de bord, dont 12 en pièces détachées! Au début de la guerre, des troupes montées (les dragons), des formations motorisées et des cyclistes, quelques armes d'appui et une compagnie de 8 chars figurent à l'ordre de bataille de chacune des trois brigades légères. Ce sont les seuls chars de combat de l'armée.

Les crédits de réarmement accordés n'ont pas déployé tous leurs effets le 1er septembre 1939, vu les délais inhérents à l'acquisition de matériels militaires. Seuls 250 millions ont été dépensées... L'aviation n'aligne qu'une vingtaine de chasseurs modernes, des Messerschmitt Bf 109 E-3 *Emil* sur les 89 commandés en Allemagne en 1939, les premiers *Morane* français, construits sous licence, n'arriveront dans les escadrilles qu'en janvier 1940. La DCA ne possède que 7 canons de 7,5 cm et 24 de 20 mm, efficaces jusqu'à 1500 mètres. En octobre 1940, 280 pièces de 20 mm auront été remises à la troupe. L'essentiel de l'artillerie, dont une partie date du XIXe siècle, est encore hippomobile. Le Service technique militaire reçoit ordre de produire en masse, sous licence Bofors, un canon antichar de 4,7 cm. En septembre 1939, la troupe peut déjà compter avec 823 canons d'infanterie de 4,7 cm, dont la munition perce le blindage de presque tous les types de chars étrangers.

L'armée compte 36 régiments d'élite et de landwehr, 32 régiments frontière et 15 régiments territoriaux, dont la mission consiste, entre autres, à intervenir contre les actions aéroportées en dehors des dispositifs des troupes combattantes, à surveiller les infrastructures importantes et assurer la sécurité de PC de Grandes Unités. En élite, le régiment d'infanterie coiffe 3'000 officiers, sous-officiers et soldats, 365 chevaux de trait, 110 fusils-mitrailleurs, 48 mitrailleuses 1911, 12 lance-mines de 8,1 cm, 6 canons d'infanterie de 4,7 cm et 3 camions. Il se déplace donc à pied ou en train. Pour le matériel, il y a des charrettes et des fourgons tirés par des chevaux. Souvent, il s'avère impossible de transporter en une fois la dotation de munitions par la route avec les moyens à disposition.

Conscient de l'état de ses forces, le général Guisan compte beaucoup sur la collaboration de l'armée française en cas d'invasion par une Wehrmacht moderne et richement dotée, avec sa Panzerwaffe (quelque 3'000 blindés) et sa Luftwaffe. Comme commandant de corps, il avait initié dès 1936 des *conversations* avec le commandement français. Quoi qu'il en soit, la mobilisation générale de septembre 1939, impliquant 430'000 officiers, sous-

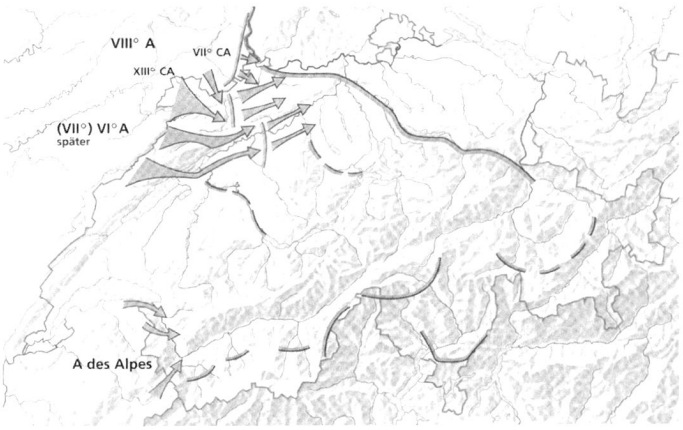
Dès septembre 1939, l'armée aligne plus de huit cent canons d'infanterie de 4,7 cm qui peuvent combattre les chars...

En revanche, seuls 24 chars léger *Praga* figurent à son ordre de bataille!

La position d'armée au début de l'année 1940.

2 Le 25 mars 1938, le Conseil fédéral ordonne de charger les ouvrages minés dans la zone frontière.

Un membre de la garde locale en Ajoie.



Les conversations d'états-majors franco-suisses, initiées en 1936, débouchent en 1939 sur une planification détaillée de la coopération de l'armée française en cas d'invasion allemande.

Juin 1940, les troupes allemandes bordent la frontière Ouest de la Suisse qui est pratiquement encerclée.

officiers et soldats, ainsi que 200'000 complémentaires, se déroule parfaitement et l'armée prend un dispositif tout azimut, dit de neutralité.

L'écrasement de la Pologne – certains pensaient en haut lieu qu'elle résisterait des mois, alors qu'en vingt jours tout est terminé - révèle que la guerre de mouvement, doctrine dominante en Suisse durant l'entre-deux-guerres, n'a aucune chance de succès. Avec les moyens à disposition, on ne peut que tenir sur place. Ce paramètre sous-tend la «position d'armée» décidée par le général Guisan. On ne peut plus se défendre dès la frontière, il faut *a priori* abandonner du terrain pour gagner de la profondeur et occuper des positions solides, renforcées par des fortifications. Combien de temps tiendrait le dispositif? Le Commandant en chef estime à deux jours la résistance des brigades frontière, celle de la position de la Limmat à une semaine, celle de l'armée, avec ses seuls moyens, à quatre semaines, une appréciation qui apparaît bien optimiste! En mars 1939, le 2e Bureau français estimait entre six et dix jours le délai entre le début d'une invasion de la Suisse et le moment où les éléments de tête de la *Wehrmacht* déboucheraient de la chaîne jurassienne.

Pour maintenir le moral des militaires et des civils et leur expliquer la situation (ce n'est pas possible de le faire dans les médias), le Général, au début novembre 1939, crée Armée et Foyer. En février 1940, le Service complémentaire féminin réorganisé remplit des missions dans les domaines de la santé, de l'administration, des transmissions, des transports, de l'assistance, du service automobile, du repérage d'avions, de la cuisine, de la poste de campagne. Ainsi des hommes peuvent rester dans les troupes combattantes. A la fin 1940, on y comptera 18'000 femmes. Afin d'assurer la sûreté dans les localités, surveiller les secteurs libres de troupes, le commandant en chef, avec l'autorisation du Conseil fédéral, met sur pied la garde locale au début mai 1940; il fait appel aux jeunes hommes pas encore incorporés et aux plus âgés libérés de leurs obligations militaires, il y en aura 127'000 en janvier 1941.

Durant les jours monotones de la «drôle de guerre», alors que les belligérants s'observent et se combattent peu, il s'agit pour le soldat suisse de perfectionner son instruction, de renforcer ses points d'appui et de se tenir prêt au pire, une attente qui met à mal la vigilance et la volonté de défense, si bien qu'Henri Guisan déplore à cette époque une «psychose de paix». Au début mai, il ordonne une enquête contre 124 officiers, dont 23 officiers supérieurs et 31 capitaines, suspectés de sympathie nazies ou fascistes. 117 seront déclarés innocents et 3 déférés à la justice militaire.

Hébétude en été 1940

Comme l'ensemble de l'opinion publique, le Général et beaucoup à l'Etat-major de l'armée considèrent l'armée française comme la première au monde et acceptent le slogan lancé par Paris: «Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts». Au début juin, alors que les combats vont se dérouler à proximité de la frontière Ouest de la Suisse, Henri Guisan retire des troupes de la ligne de la

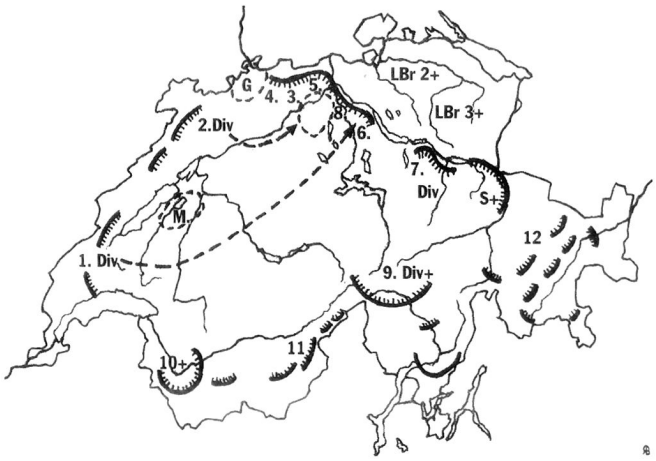
Limmat pour renforcer les positions entre Bâle et Genève. L'armée doit dès lors s'accrocher à un dispositif circulaire très distendu, qui n'aurait pas tenu longtemps face à un puissant adversaire. La chasse suisse combat dès la frontière les violations de l'espace aérien par la Luftwaffe. Le 4 et le 8 juin, de sérieux combats aériens ont lieu au-dessus du Jura bernois. Nos pilotes ne perdent que trois appareils, mais abattent onze *Messerschmitt* allemands. Sur la pression de Berlin, le général Guisan va renoncer à engager l'aviation pour défendre la souveraineté aérienne de la Suisse. De son côté, la Luftwaffe évitera de pénétrer dans l'espace aérien suisse.

La guerre-éclair victorieuse de la Wehrmacht contre la France qui s'écroule en quelques semaines provoque nervosité, stupeur et défaitisme dans la population et les dirigeants de la Suisse. En juin 1940, celle-ci se trouve pratiquement encerclée par les puissances de l'Axe, ce qui rend complètement obsolète le dispositif militaire pris en septembre 1939, alors qu'on pouvait compter sur la collaboration de l'armée française. C'est dans ce contexte qu'une trentaine d'officiers d'état-major général mettent au point dans le secret un système pour déclencher malgré tout les opérations de défense, au cas où le Conseil fédéral et leurs supérieurs militaires décidaient de ne pas résister à une invasion allemande. L'affaire ayant été découverte, les *meneurs* (entre autres les capitaines Ernst et Waibel), gardent la confiance du Commandant en chef et accéderont à terme aux étoiles.

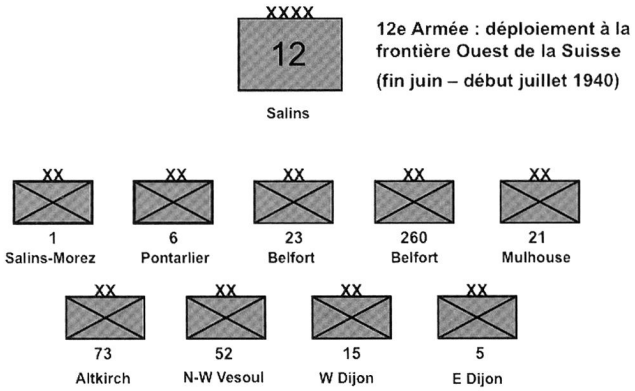
Cette situation – une première dans notre histoire - oblige le Général à revoir sa stratégie, à faire de la dissuasion (« prix d'entrée trop cher »), à abandonner le Plateau où se trouve l'essentiel des ressources économiques, à replier une partie de l'armée dans les Préalpes et les Alpes, où elle pourra compenser sa criante infériorité en chars et en avions de combat. C'est la solution du Réduit national, une autre première dans notre histoire. Le nouveau dispositif de l'armée ne saurait s'avérer immédiatement opérationnel et crédible : il faut organiser le logement des troupes, acheminer dans des régions décentrées des quantités énormes de biens de soutien, construire les ouvrages, les aérodromes et les infrastructures logistiques ! Les lignes du Gothard, du Lötschberg et du Simplon,[3] préparées à la destruction, ont sans doute d'emblée une valeur dissuasive pour le haut commandement allemand...

Depuis son rapport fameux du 25 juillet sur la prairie du Rütli avec tous les officiers de l'armée depuis les commandants de bataillon, le Général Guisan devient, grâce à son sens de la communication et son charisme, le symbole, l'animateur de la résistance. Il parvient à faire accepter son choix stratégique par les troupes et par l'opinion mais, pour des raisons psychologiques il ne

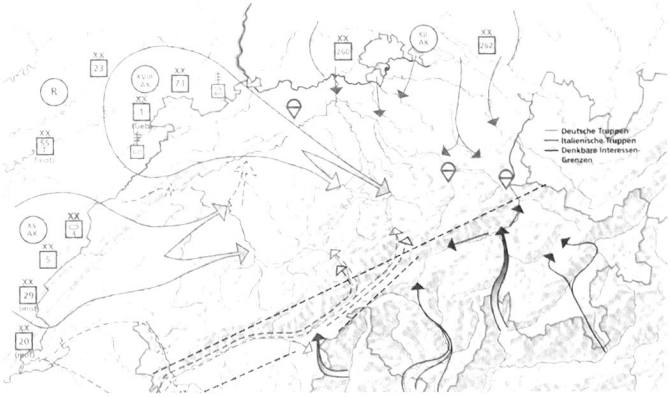
3 Dans les zones qu'elles contrôlent, l'Allemagne et l'Italie ne peuvent compter que sur quatre axes ferroviaires alpins de faible capacité et susceptibles d'être bombardés, les lignes du Brenner, du mont Cenis, de Ventimiglia et du Tauren. C'est en Suisse que se trouvent les plus performantes.



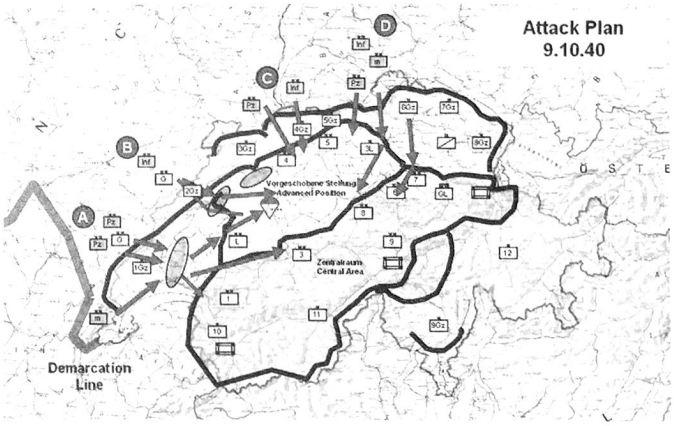
Organisation prévue du Réduit national en juin 1940.



L'ordre de bataille de la 12e Armée allemande en juin-juillet 1940.



Invasion de la Suisse, plan d'opération de l'Oberkommando des Heeres du 12 août 1940.



Le plan d'opération allemand version 9 octobre 1940.

réalise que progressivement la version définitive du Réduit national; il n'y déploiera l'essentiel de l'armée de campagne qu'en mai 1941, les brigades frontière restant dans leur secteur, les trois brigades légères devant mener le combat retardateur sur le Plateau. Le Réduit pourrait alors tenir six à huit mois. A l'état-major personnel du Général, on pense en novembre 1940 que l'adversaire arriverait en quatre ou cinq jours aux portes du Réduit.

Les deux belligérants, pendant 1a Deuxième Guerre mondiale, ont abouti à une conclusion identique, à savoir que les grandes unités mécaniques comportant plusieurs milliers de véhicules à moteur sont inaptes à 1a guerre en montagne. «La conception suisse du Réduit national, préconisée dès la fin juin 1940, par le général Guisan, et consistant à opposer à l'invasion menaçante des *Panzer*, appuyés par les *Stuka*, 1e rempart abrupt de nos Préa1pes (...) a donc trouvé (...) une éclatante justification. D'autant plus que les ouvrages creusés à l'entrée du Réduit, pour interdire aux blindés 1es voies de pénétration conduisant à l'intérieur de 1a zone fortifiée, étaient généralement disposés en caverne, c'est-à-dire qu'ils étaient moins vulnérables au feu du cie1 (...).»

Le commandement allemand, qui connaît le regroupement des forces suisses, n'en comprend pas tout de suite la signification. Il croit le gros rassemblé sur le Plateau dans un réduit ancré aux Préalpes, qui s'étend de la Limmat à l'Aar.

Eté 1940, la période la plus dangereuse de la guerre

Lorsqu'en juin 1940, le groupement blindé Guderian borde la frontière Est de la France, le dispositif suisse, orienté au Nord, s'avère inadapté. Dans la zone frontière, seul un mince cordon de troupes, s'appuyant sur un réseau de fortifications encore inachevé, sert de barrage opératif. A aucun moment de la guerre, une attaque-surprise allemande aurait eu des conséquences aussi fatales qu'en ces jours d'insécurité psychologique, de défaitisme (« à quoi bon ! ») et de transition stratégique. Depuis le 6 juillet, la démobilisation fait passer les effectifs de 450000 à 150000 hommes, alors que la Wehrmacht concentre un potentiel inquiétant entre Genève et Bâle. Le Groupe d'armées C comprend la 1e, la 2e et la 12e Armée, cette dernière, forte de 9 divisions et de 245000 hommes, borde la frontière suisse.

L'armistice avec la France semblant imminent[1], le Groupe d'armées C reçoit un ordre préalable concernant une *mission spéciale* qui n'est pas précisée. Au moment où Hitler veut la définir, on constate l'absence d'un plan d'opérations HELVETIE utilisable, aussi bien à l'*Oberkommando des Heeres* qu'à l'*Oberkommando der Wehrmacht*. Voilà la raison pour laquelle le capitaine von Menges, de la Section des opérations de l'*OKH*, passe la nuit du 24 au 25 juin à mettre au point les grandes lignes d'une d'offensive contre la Suisse.
Hitler veut encercler complètement la Suisse, la couper de toute liaison avec la France. L'offensive du groupement List, dans le secteur de Grenoble et sur la ligne Chambéry - Annecy n'a pas obtenu le succès escompté, à la suite des combats «sans esprit de recul» victorieux de l'Armée française des Alpes et des insuccès des Italiens: un étroit couloir subsiste entre le canton de Genève et la zone non occupée par la Wehrmacht. Cet échec, qui porte atteinte aux intérêts stratégiques de l'Axe, redonne de l'importance à la question HELVETIE. Dans ce contexte, le Gothard n'apparaît pas essentiel, en revanche la Suisse pourrait servir de base de départ, en cas de poursuite des opérations contre la France ou d'occupation complète de son territoire. Dans une telle hypothèse, une invasion de la Suisse se justifierait. Le 12 août 1940, le plan d'opérations de l'OKH prévoit toujours cette hypothèse, afin de garantir un potentiel de transport suffisant en direction du sud de la France. Jusqu'en automne 1942, l'amiral Canaris, chef de l'Abwehr, soumet la Suisse à un espionnage intense, il s'attend à ce qu'Hitler ordonne un jour d'attaquer le petit Etat neutre.

Voilà, pour la Suisse le moment le plus dangereux de la Seconde Guerre mondiale. Le Service de renseignement du colonel Roger Masson ne semble pas en avoir eu conscience: il perçoit la concentration de la 12e Armée, dont les préparatifs offensifs lui paraissent si mal camouflés qu'il en conclut à une démonstration de force destinée à faire pression sur les négociations économiques germano-suisses. Vers la fin du mois, l'opération SEELOEWE (débarquement en Angleterre) amène le retrait des divisions de montagnes qui figuraient jusqu'alors à l'ordre de bataille de la 12e Armée, partant une nette diminution du risque d'invasion, d'autant qu'Hitler va ordonner la préparation de l'opération BARBAROSSA contre l'Union soviétique.

L'armée suisse, dira August Lindt dans *Le temps du hérisson*, reste en dehors des discussions partisanes et de la contestation sociale; loin d'être considérée comme l'instrument d'une classe, elle est l'affaire du peuple tout entier. Les gens, malgré la situation très défavorable du pays, acceptent des sacrifices, font preuve de discipline, sont prêts à se mettre au service de la communauté. On transpose volontiers dans le civil des valeurs *militaires* telles que l'effort, l'obéissance, l'abnégation. En irait-il de même aujourd'hui?

H.W.

Eddy Bauer, *La guerre des blindés* (édition 1947), p. 523.

4 Le cessez-le-feu interviendra le 25 juin.